



# la commune

Paraît  
chaque  
Vendredi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Août 1914 - Août 1929 - Août 1938

## Devant la guerre qui monte, souviens-toi, travailleur Les prolétaires n'ont pas de patrie !



2 août 1914... 2 août 1938 ! Le sanglant anniversaire de la « grande guerre » impérialiste de 1914-1918 est aujourd'hui marqué par l'apparition, aux confins de l'Orient, d'un nouveau foyer dont on ne sait pas encore s'il sera tison fumant ou s'il mêlera ses flammes aux autres foyers de guerre qui flambent en Chine et en Espagne, qui couvent ailleurs...

Nous avons vainement, dans « l'Humanité » cherché — mais c'est le contraire qui eut été surprenant — ne serait-ce qu'un reflet des fulminantes manchettes de 1929 dénonçant la guerre impérialiste « imminente » derrière les palabres de cette caverne de brigands, association internationale de malfaiteurs impérialistes qu'on appelait la S.D.N.

Nous avons vainement tendu l'oreille aux échos de ces « Journées rouges » où le prolétariat de tous les pays était appelé à manifester sa volonté de ne pas se faire complice ni victime d'une nouvelle guerre impérialiste, de réaliser son unité d'action pour s'opposer activement non seulement à toute nouvelle guerre impérialiste, mais aussi, mais surtout, dans chaque pays capitaliste, à la préparation même de la guerre.

« Etouffez la guerre avant qu'elle vous happe ! — Les prolétaires n'ont pas de patrie capitaliste. — L'ennemi est dans notre propre pays !... » tels étaient les mots d'ordre lancés dans une période où la situation était infiniment moins tragique qu'elle ne se présente actuellement.

Aujourd'hui roule le flot empoisonné de l'Union sacrée. Eteintes les journées rouges, calmés les appels révolutionnaires ! Placé à la haine du « boche » et du « macaroni », car « l'Huma » et « le Popu » rejoignent en cela la presse de droite et pour les besoins de l'Union sacrée taisent les révoltes intérieures des travailleurs allemands et italiens et attribuent à ces travailleurs les discours bellicistes de Hitler et de Mussolini.

Place à la propagande pour l'alliance franco-anglaise, pour l'organisation de la nation en vue de la guerre, pour le statut du travail devenu un appendice du Code de la guerre.

Et place aussi aux campagnes démagogiques contre les 200 familles, pour les fonctionnaires, pour les vieux, pour les paysans. Il faut que ceci camoufle cela, comme il fallait qu'une ferraille anonyme « sans méche ni détonateur, déposée à plus de 300 mètres

d'un meeting communiste » donnât le change à l'appel au meurtre contre les révolutionnaires du P.O.U.M., contre la « bête trotskyste » et qu'un simulacre d'attentat fit passer l'opération tchékiste où R. Klément a disparu.

Et de ces rapprochements compris d'une masse de plus en plus grande de travailleurs doit se dégager une vérité politique.

\*\*

Quels que soient les crocs-en-jambes que se décochent réciproquement les « frères » socialistes et les « camarades » staliniens, quelles que soient les réactions de certains bonzes cégétistes devant une colonisation trop brutale de leurs chasses syndicales réservées, quelle que soit l'importance des courants centristes que le P.S.O.P. peut canaliser, c'est l'état-major stalinien qui orchestre aujourd'hui la ronde infernale dans laquelle sont happés les travailleurs.

Les prolétaires n'ont pas encore réalisé leur unité d'action dans l'avant-garde révolutionnaire. C'est vrai ! L'unification n'est pas même réalisée dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, ni en France où le Parti ne

peut être construit que pierre par pierre... C'est cependant autour de la IV<sup>e</sup> Internationale que l'expérience révolutionnaire de Lénine, de Trotsky et de la vieille garde bolchévique sonnera le ralliement pour la lutte décisive contre les fascismes, contre la guerre, pour le renversement violent du régime par les prolétaires armés.

\*\*

Quel que soit le poste de combat que les militants ont cru devoir choisir, c'est la stratégie et l'organisation des bolcheviks-léninistes qui en fait réalisent la cohésion de leurs forces dans l'assaut contre la guerre, vers la prise du pouvoir.

En ces jours incertains d'août 1938, que les travailleurs unissent leurs efforts pour soutenir notre Parti Communiste Internationaliste et son journal « La Commune », menacés par le stalinisme, frappés par la répression gouvernementale. Leur marche obstinée « contre le courant » d'union sacrée est présentement un des plus sûrs moyens de faire reculer la guerre, de gagner du temps, de s'armer pour de nouvelles luttes.

### La détente se poursuit

### la guerre mondiale rôde

DE « l'Humanité » à « l'Action Française » l'optimisme s'étale : Lord Runciman part avec toutes chances de succès, en Espagne, le compromis sera facile « aussitôt les étrangers partis », en Mandchourie, ce ne sont que collisions sans conséquences, etc., etc...

Que veut donc dire cette offensive de bonnes nouvelles ? Que le bourrage de crâne est commencé.

\*\*

Il n'est guère possible pour le capitalisme de dire la vérité aux « soldats de demain » ; ceux-ci pourraient réfléchir alors qu'il est encore temps, et la résistance des gouvernements impérialistes s'en trouverait diminuée dans les marchandages obscurs qui décident de l'avance ou du recul des antagonistes, et en dernière analyse de la Paix ou de la Guerre.

Mais cette campagne d'optimisme est particulièrement nécessaire à l'impérialisme

français pour tenir la tête haute jusqu'en octobre, époque de grosses échéances financières, politiques et sociales.

Vive donc l'optimisme, vive le soleil et les vacances ! Tenir encore un peu, n'importe comment, mais se survivre, n'est-ce pas le seul « idéal » du capitalisme pourrissant et de ses valets...

\*\*

Et cependant les luttes sourdes ne cessent pas. Nous voilà aux plus beaux jours de la diplomatie secrète. Que fait Wiedemann, nouveau prophète ? est-il venu à Paris ? qu'a dit Flandin à Halifax dans les jardins du quai d'Orsay et Doriot à Franco, et Negrin à Bonnet, etc., etc... ?

On peut dire que le peuple est de plus en plus ignorant du dessous des cartes et du travail des coulisses pendant qu'une presse inféodée et menteuse finit d'égarer l'opinion.

# Après la "Conférence universelle pour la paix" . . .

## leur paix et la notre

**L** A conférence universelle pour la paix qui vient de terminer ses travaux, n'a rien apporté de nouveau aux jérémiades habituelles et aux hypocrisies démocratiques ; mais elle a eu, par contre, comme prélude, un de ces fameux et fréquents « appels à la conscience humaine » rédigé par les « grands écrivains pacifistes » dont Romain Rolland, Jean-Richard Bloch, etc..., et publié dans « L'Humanité » du 20 juillet..

Les grands écrivains et les grands professeurs « démocratiques » possèdent, on

le sait, un dictionnaire fort riche en mots touchants et solennels ; malheureusement, un tel langage petit-bourgeois réactionnaire — qui invoque la paix alors que la guerre fait rage, qui bannit les « meurtriers fascistes tueurs de femmes et d'enfants » en Espagne, en ignorant les assassins du gouvernement Negrin, tueurs d'ouvriers révolutionnaires — ne peut pas nous persuader...

En parlant d'une « poignée d'hommes généreux qui font entendre des voix isolées », à qui l'appel à la conscience humaine fait-il allusion ?... A la « Pasionaria » ou à Dimitrov, lorsqu'ils réclament l'extermination des « trotskistes » et du P.O.U.M. ? Sans doute, puisque les massacres monstrueux

des vieux bolcheviks en Russie n'ont même pas eu le pouvoir d'émouvoir ces « grands démocrates »... qui digéreraient très facilement le « procès » miniature contre le « petit groupe d'espions fascistes-trotskystes du P.O.U.M. »...

Veut-on sérieusement nous faire croire que l'on peut parler de « conscience humaine » et de « paix », au moment même où la classe ouvrière est traquée, assassinée, trahie et poussée à l'union sacrée, dans tous les pays, aussi bien démocratiques que fascistes ?...

Et puis, il suffit de voir qui sont les « défenseurs » de la paix participant à la « conférence universelle » : des lords, des Pierre Cot, des Paul-Boncour, des De Broquère, des duchesses, des « Pasionaria » et des abbés... pour comprendre qu'il s'agit de la « paix » d'un système qui ne peut pas vivre sans la guerre... système que la classe ouvrière doit abattre pour obtenir la paix véritable...

Sans aucun doute, le « clou » de la conférence pour la paix a été l'accueil fait à la « Pasionaria » que le « grand camarade » Cachin présente comme la « représentante de l'Héroïque Espagne »... N'en déplaise à Cachin, les représentants de l'héroïque Espagne sont les 15.000 prisonniers révolutionnaires, ce sont aussi les milliers de prolétaires assassinés par la « démocratie républicaine d'Azana-Negrin-Staline » et que le prolétariat mondial vengera. « Pasionaria » n'est que la représentante des fusilleurs des « journées de mai » de Barcelone, elle n'est que la représentante des assassins de Nin, Berneri, Wolff, etc... et l'émissaire des « juges » qui veulent assassiner Andrade, Gorkin, etc.

Cachin qui se réjouit de « parler au nom de P.I.C. entre l'évêque américain et la duchesse d'Atholl, rappelle aussi les souffrances imposées à l'Espagne et à la Chine.

N'est-ce pourtant pas la politique de trahison de P.I.C. de Staline qui a tout fait pour préparer et accentuer ces souffrances, en livrant la classe ouvrière chinoise à la dictature de Tchang-Kai-Tchek (1927), et en instaurant son régime de terreur contre-révolutionnaire en Espagne ? (1937).

Non, messieurs les démocrates et les communistes de Staline, la classe ouvrière ne peut pas lutter avec vous, pour la défense de la « paix » capitaliste... Des centaines de cadavres nous séparent... Vous employez vos forces pourries à défendre le capitalisme et à trahir la classe ouvrière ; vous lui parlez de paix et vous l'entraînez à la guerre. Nous luttons de tous nos forces — des forces saines d'avant-garde révolutionnaire — pour construire l'instrument de victoire de la révolution socialiste : la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est le seul chemin conduisant la classe ouvrière à la paix.

## Il faut sauver les révolutionnaires emprisonnés d'Espagne "Républicaine"



EMBAJADA DE ESPAÑA  
EN  
PARIS

LAB/MLL.

PNEUMATIQUE

Nous publions ci-dessous le texte de la lettre adressée au nom du P.C.I. par notre camarade Rémy, à l'Ambassade d'Espagne.

Et, ci-contre, la réponse.

Pour assurer la défense des révolutionnaires d'Espagne et du monde entier, unité d'action de tous les travailleurs !

Paris, le 23 Juillet 1938

Monsieur Rémy  
Parti Communiste Internationaliste  
36 rue du Château d'Eau  
P A R I S

Monsieur,

Au nom de Monsieur l'Ambassadeur j'ai l'honneur de vous communiquer que la démarche à laquelle se réfère votre lettre du 22 courant, a été faite auprès du Chef du Gouvernement de la République espagnole.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Premier Secrétaire

*L. A. Santullana*

Le 22 juillet 1938.

A Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne,  
à Paris.

Monsieur,

Ayant eu connaissance par le journal officiel du Parti Socialiste Français (S.F.I.O.) « Le Populaire », du 13 juillet 1938, qu'après trois remises de jugement, l'acte d'accusation rédigé par le Procureur du Tribunal suprême « contre la trahison et l'espionnage », vient d'être communiqué aux dirigeants du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M.), emprisonnés depuis un an, malgré la demande de leur mise en liberté, faite par tous les travailleurs révolutionnaires du monde, et que cette fois le procès serait imminent.

Ce même communiqué fait savoir qu'en l'état actuel des choses, aucune garantie sérieuse ne serait assurée aux accusés, que l'œuvre de la défense est rendue difficile à cause des brimades contre les avocats, et que le procès se déroulera à huis-clos...

Quoique en désaccord avec la politique du P.O.U.M., notre Parti Communiste Internationaliste vient vous adresser, en vous priant de la communiquer au Gouvernement de la République à Barcelone, sa protestation la plus énergique contre les méthodes et la tenue d'un tel procès privant les accusés d'avocats pour leur défense, ou leur créant des difficultés rappelant les pays à dictature fasciste ou totalitaire.

Notre PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE demande :

- 1) La tenue publique du procès ;
- 2) Le droit d'assistance d'avocats même étrangers ;
- 3) La possibilité à une délégation ouvrière de toutes les organisations politiques et syndicales prolétaires, de suivre le procès de près ;
- 4) Trois passeports pour trois membres de notre Parti pour s'y rendre.

Le Gouvernement espagnol républicain doit comprendre toute la portée internationale de ce procès, dont des milliers de travailleurs attendent le dénouement public, avec le respect dû à la qualité morale et révolutionnaire des accusés tels que Juan Andrade, Julian Gomez, Enrique Adroher, etc...

Notre PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE s'engage à poursuivre la lutte jusqu'à obtenir leur libération.

Pour le Comité Central du P.C.I.,  
Rémy,  
ancien commandant de la colonne motorisée  
du P.O.U.M. sur le front de  
Madrid-Siguenza.

VIENT DE PARAITRE :

« La bête trotskyste » explique...  
AUX METALLOS TRAHIS...  
POURQUOI ET COMMENT  
LES QUARANTE HEURES  
ONT ETE ABANDONNEES

(La grève du 24 mars au 16 avril)  
Rédigée par des métallos, une brochure  
de 20 pages : 0 fr. 50.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures  
36, rue du Château-d'Eau, 36

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. BASTIDE.

# La guerre civile d'Espagne

**L**A contre-révolution poursuit son œuvre d'extermination des militants d'avant-garde de la classe ouvrière. Ce ne seront pas quelques victoires partielles comme celle du front de Catalogne, sur l'Ebre, rapportées après tant de défaites, **QUI POURRONT EMPECHER DE DENONCER LES CRIMES DE LA CONTRE-REVOLUTION**, comme le désirent les assassins du Guépéou stalinien.

Au contraire, **DENONCER CES CRIMES, RETABLIR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES REPUBLICAINES EN ESPAGNE** gouvernementale, sont des devoirs sacrés, signifiant élever plus haut le moral **DES MILICIENS ET DU PEUPLE ANTIFASCISTE**, pour accélérer la victoire de la classe ouvrière contre le fascisme.

Il n'y a plus de doutes, Tosca a été assassiné. Nous voudrions nous tromper... mais la dernière information qui nous parvient de Barcelone parle clairement : le Guépéou a assassiné notre camarade Tosca.

A la suite d'une démarche faite à Barcelone, pour savoir où se trouvait Tosca, ex-milicien, enrôlé dans les brigades de fortifications de la C.N.T. sur le front de Teruel, **LES AGENTS D'INVESTIGATION POLITIQUE DU GUEPEOU** de Barcelone ont répondu : « **CE MONSIEUR (Tosca) EST PARTI AU MEXIQUE** »... Le cynisme se joint à l'assassinat...

C'est ce que le Guépéou inscrit sur le dossier lorsqu'il en existe un (puisque, en général, les bolcheviks-léninistes sont assassinés et abandonnés sur des routes comme les camarades Nin, Berneri, etc...) — **PARTI AU MEXIQUE, PARCE QU'AU MEXIQUE IL Y A TROTSKY...**

Qui, dans l'émigration politique révolutionnaire de Paris, ne connaît pas Tosca, ce militant parlant peu mais agissant beaucoup, en bolche-

vik? Tosca est d'origine prolétarienne ; émigré à la suite des persécutions du fascisme en Italie; arrêté et expulsé plus d'une fois de la France démocratique. **IL POURSUIT LA LUTTE IMPASSIBLE**. Militant depuis la fondation du Parti communiste italien, il milite en France dans les groupes communistes ; après les grands événements de Chine, d'Allemagne, etc., il passe à l'opposition bolchevik-léniniste, pour combattre contre la dégénérescence du P.C. et de la III<sup>e</sup> Internationale. Il donne son adhésion au groupe internationaliste « Nostra Parola ». Il entre avec ce groupe dans le Parti socialiste italien, en tant que fraction B.-L. Tosca a été un militant sé-



Tosca

rieux, affectionné à ses camarades, implacable avec les adversaires, et estimé par les camarades qui l'approchent. Il se bat, un des premiers, avec les groupes B.-L. contre la politique de non-intervention de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, pendant les premières semaines de la révolution en Espagne. Il entre en Espagne au mois d'août et part pour le front de Huesca avec la colonne internationale « Lénine » du P.O.U.M., commandée par le camarade R... Au front, il était apprécié par tous, pour son sang-froid et son courage, dans les parapets contre le fascisme.

Nous publions la lettre suivante que Tosca a envoyée du front après la prise de Monte Aragon, publiée dans le numéro 5 du « Soviet », au mois de septembre 1937, d'après laquelle on peut voir qu'il était un milicien et un bolchevik-léniniste trempé dans la lutte.

## « LE SOVIET » AU FRONT DE LA GUERRE CIVILE DU FRONT D'ARAGON

**S**UR ce front, on occupa Monte Aragon et Estrecho Quinto alors qu'existait encore le **Comité Central des Milices Antifascistes**. Cette victoire nous coûta un grand nombre de victimes, tombées pendant dix jours de combat, mais qu'importe ? L'objectif fut atteint. Il fut atteint non par nos moyens techniques de combat, extrêmement inférieurs à ceux des fascistes, mais par notre enthousiasme révolutionnaire, parce que nous étions convaincus de lutter pour la Révolution socialiste. On peut le dire sans crainte de démentis : Monte Aragon et Estrecho Quinto sont tout ce que les forces antifascistes peuvent enregistrer à leur actif, non seulement en Catalogne, mais dans toute l'Espagne...

Depuis, il y a eu Lecinena, sur laquelle les stalinien ont beaucoup spéculé pour insulter le P.O.U.M. qui, malgré sa participation au gouvernement du Front populaire, conservait encore une phraséologie révolutionnaire.

La perte de Lecinena, ainsi que la non occupation d'Huesca, sont surtout dues au sabotage du commandement militaire et du colonel Villalba. Mais, au lieu de mettre Villalba au poteau, on l'a envoyé commander le front d'Andalousie. Résultat : Malaga...

Il faut reconnaître que dans ce laps de temps, on a appris à manier la pioche et la pelle, et que des travaux de défense sont entrepris ici et là. Mais il faut dire aussi, que le plus souvent, l'initiative part des simples miliciens et non des soi-disant officiers.

Le sabotage de la part du gouvernement de Barcelone, ainsi que de celui de Madrid, continue à peu près comme auparavant.

Nous manquons d'armes et de munitions d'une façon telle qui nous fait douter si nous pourrions résister à une attaque de grand style de la part de l'ennemi. Il va sans dire que nous ne pouvons pas songer de prendre l'offensive, avec le matériel que nous avons.

Cependant, même après la défaite de Malaga, l'enthousiasme subsiste parmi les miliciens, malgré ce calme, ce trop de calme démoralisant (car après tout nous ne sommes pas des mercenaires). Les fascistes, paraît-il, n'ont pas assez d'artillerie pour l'instant, pour entreprendre l'offensive, et le jour qu'ils seront prêts ils trouveront en face d'eux, **DES HOMMES, DES REVOLUTIONNAIRES QUI SE BATTRONT AVEC ABNEGATION**, mais qui, nonobstant cela, devront céder aux forces supérieures de l'ennemi. **CE SERA UN PRETEXTE DE PLUS POUR M. COMORERA ET AUTRES MENCHEVIKS** pour mener leur campagne contre les milices ouvrières, et pour l'armée populaire, pour atteindre leur but contre-révolutionnaire.

TOSCA,  
Milicien du P.O.U.M. (Quicena.)

Dans les prochains numéros, nous publierons des extraits d'autres articles du camarade Tosca, publiés par le « Soviet » en Espagne.

**TOSCA, COMME TOUS CEUX QUI SONT TOMBES POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE, ASSASSINES PAR LE GUEPEOU STALINIEN, sera vengé. Serrons plus que jamais les rangs sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.**

Camarades, pour comprendre la trame contre-révolutionnaire du « procès » contre le P.O.U.M. « trotskyste », confectionné par le gouvernement Negrin, sur les instigations du stalinisme, **LISEZ ET DIFFUSEZ LE N° DE « LA VERITE »** qui vous parle du livre noir de Staline : « Espionnage en Espagne ».

**Ouvriers !**

**Paysan !**

**Fonctionnaire !**

**Soldat !**

**Sois le correspondant  
de "la Commune"**

## La guerre rôde

(Suite de la première page)

Et, cependant, les ministres ne prendront pas de grandes vacances ! Et cependant, malgré les sourires de Chamberlain à Hitler, l'offensive anglo-française contre la poussée allemande en Europe balkanique vient de marquer de nouveaux points cette semaine. Par l'accord de Salonique, la Bulgarie se voit autorisée à réarmer et entre dans l'Entente. Pour prix de ce geste des financiers français viennent d'arriver à Sofia avec les poches pleines de chèques. Cet événement qui prépare plus la guerre que la paix est presque passé inaperçu dans la presse !

\*\*\*

Enfin, malgré les démentis, la guerre rôde en Extrême-Orient. Les fameuses collines occupées par l'armée russe sont d'importantes positions stratégiques couvrant une attaque possible et de longue date préparée par Tokio contre les provinces maritimes de Sibérie. Cette fois, l'affaire semble sérieuse, mais là encore aucun pronostic n'est possible et les informations de presse doivent être recueillies avec méfiance. Le gouvernement japonais est-il, comme c'est probable, débordé par ses militaires ayant agi d'eux-mêmes par l'attaque des collines ? Staline n'est-il pas disposé à jouer son « va-tout » ? Cela ne fait-il pas enfin partie d'un programme où, de part et d'autre, les appuis et concours extérieurs ne manquent pas ?

La plus grande méfiance, la plus grande vigilance s'impose aux prolétaires.

A la campagne d'optimisme et d'union qui masque tous les problèmes et fait office de fumée peut succéder demain d'autres formes de mobilisation des esprits.

Ce n'est pas l'heure de s'abandonner, c'est l'heure de s'accrocher à ses intérêts de classe nationalement et internationalement et à eux seuls. C'est l'heure de répondre aux périls par l'action révolutionnaire pour jeter bas le régime, seule cause de misère et de guerre.

## "L'influence de vos syndicats" ...

**S**ANS faire autant de bruit que Mussolini ou Hitler, notre ministre de la Marine et du Front populaire, Campinchi, a, lors d'un voyage d'inspection à Brest, pris la parole devant les délégations des ouvriers de l'arsenal de cette ville.

Dans la presse dite ouvrière, qui dénonce les mensonges et le truquage des informations de la presse bourgeoise, on n'a accordé aux paroles du sieur Campinchi ni une grande place ni une grande importance. Et pourtant, rarement ministre a parlé pour dire quelque chose qui ait autant de signification.

Le thème : il faut produire, il faut une flotte capable de protéger nos (?) routes maritimes. Il y a la grande musique sentimentale : « Veut-on la misère, l'invasion ? Prenons garde de voir, comme cela se produit ailleurs, nos enfants et nos femmes massacrés un jour sur les places publiques ».

Ceci fut dit, à Brest, où voici trois ans fut mitraillé le jeune Chevalier allant décrocher le torchon tricolore de la Préfecture. Mais ce n'est pas à cela que songeait M<sup>e</sup> Campinchi, c'est à la semaine de 40 heures.

« Il n'est pas question de revenir sur la loi, mais les temps sont tels qu'il y faut apporter des aménagements. »

Jusque là rien qui n'ait déjà été dit par Bailby ou Kérillis et admis par Jouhaux et Frachon.

« Il est des pays où 32 % des ouvriers font 45 heures par semaine, 22 % 48 heures et 40 % jusqu'à 60 heures... ». Après quoi le ministre « se félicite de l'état d'esprit de l'arsenal de Brest où l'on ne s'est pas refusé à l'effort supplémentaire demandé et où l'on travaille jusqu'à 50 heures, à la pyrotechnie par exemple ».

Toutes ces belles paroles pour aboutir à la conclusion :

**« JE VOUS DEMANDE DE M'AIDER DE VOTRE EXEMPLE ET DE L'INFLUENCE DE VOS SYNDICATS A OBTENIR DES ORGANISATIONS OUVRIERES DE L'INDUSTRIE PRIVEE UN EFFORT ANALOGUE... »**

L'influence de vos syndicats doit servir à faire faire des 45 et 50 heures dans l'industrie privée, déclare un ministre. Et les organisations sollicitées et leur presse se taisent, ne stigmatisent pas un tel appel. Rien de surprenant puisque toutes leurs actions, depuis des mois, vont dans le même sens que les paroles de Campinchi.

Les travailleurs ont donc une preuve de plus que patrons, gouvernement et directions dites ouvrières sont d'accord pour « aménager » les 40 heures en 45 ou 50 heures. Les travailleurs doivent préparer la résistance, préparer la grève générale qui sera à mettre à l'ordre du jour dès la fin de la période des vacances. Pour contrebalancer « l'influence » des directions syndicales, pour mener la lutte, s'impose la création des **CONSEILS D'ENTREPRISES**, élus et contrôlés par les travailleurs.

## Des abonnements!

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

<b>ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)</b>	
3 mois .....	8 Fr.
6 mois .....	15 Fr.
1 an .....	30 Fr.
<b>ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)</b>	
1 an .....	30 Fr.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

# Le coin du Prolo

## Chez les Metallos

### Bloch (Courbevoie)

Tout dernièrement, a été distribué un tract reprenant l'article du Syndicat se vantant de la participation des ouvriers à une production intensive pour sortir des avions en un temps réduit. Encore une fois, ce tract, comme l'article, n'exprime pas la pensée des travailleurs qui n'ont aucun intérêt à enrichir le patronat et à participer à la préparation de la prochaine guerre impérialiste.

Les ouvriers veulent défendre et regagner ce qu'ils ont conquis en juin 36. Les vacances passées, on verra qu'ils retrousseront leurs manches, mais pas pour la « défense nationale ».

### Rosengart (Neuilley)

Les provocations du patronat se multiplient ; pas un jour ne se passe sans qu'on puisse en relever.

Par exemple :

Deux retards dans la quinzaine et c'est le renvoi ;

Distribution de tracts ou de journaux dans l'usine, renvoi ;

Congé fixé par le patronat, pas de décalage possible, sinon renvoi ;

Depuis quelques jours, suppression du lait aux soudeurs ; il paraît que le lait n'est pas efficace. Voire ! Mais, à la place, il n'y a pas autre chose de plus efficace ; c'est donc tout bénéfice pour la maison.

Malheureusement tout cela se passe sans qu'il existe entre ouvriers une solidarité suffisante. Cela tient en premier lieu à l'absence d'informations : l'organisation syndicale ne remplit pas son rôle sur ce point. Ça correspond d'ailleurs à toute la politique de collaboration du Syndicat.

Chez Rosengart aussi, il y a une minorité révolutionnaire, elle doit s'organiser, il faudra mener la bataille à la rentrée.

### Gnôme et Rhône

La direction n'y a pas été de main-morte. Elle a mis à la porte le délégué principal. Ce sont les staliniens qui ont une fois de plus prêché le calme, c'est-à-dire d'encaisser la provocation patronale sans broncher. Ils ont profité de l'atmosphère déprimante de cette période précédant les vacances pour y parvenir. Mais cela s'ajoute après beaucoup d'autres capitulations. Les travailleurs de Gnôme et Rhône ne l'oublieront pas ; ils se rappellent comment, en occupant l'usine le matin de la rentrée, ils ont obtenu, malgré la défaite, quelques satisfactions partielles. C'est la méthode de lutte de classes qu'ils feront leur à l'avenir.

### Pétroles du Havre

Le syndicat des produits chimiques, à la remorque des staliniens et des réformistes, a demandé pour les pétroles une augmentation des salaires : 6,3 %.

Le G.D.V. qui préside la chambre syndicale patronale (jugulaire, jugulaire) a répondu : « Nous nous en référons à la loi d'arbitrage ».

On nous fera donc languir pendant des mois et il faudra que la demande passe par tous les rouages de l'administration.

D'abord 6,3 % est au-dessous de la réalité, les ménagères en savent quelque chose, ensuite on n'aura le réajustement que six mois après que le coût de la vie aura de nouveau changé.

Pour obtenir immédiatement un réajustement convenable et l'échelle mobile, grève générale des Pétroles en France : il faut établir un comité national des délégués du pétrole qui assurera la liaison entre les comités de boîtes, élus à la base pour la lutte.

Occupation des boîtes jusqu'à victoire totale !

### Le Congrès des Instituteurs

Au moment de publier ce numéro, la première journée du Congrès de Nantes vient de se terminer. Nous attendrons le prochain numéro pour consacrer à ce Congrès la place qui lui convient, en utilisant les notes et informations que nous transmettront nos camarades présents à ce Congrès.

## Dans les Grands Magasins

### L'OFFENSIVE PATRONALE CONTINUE

Comme nous l'avions annoncé, les patrons, décidés à briser la résistance des employés, ferment leurs magasins deux jours par semaine pour pouvoir se livrer sous peu à des licenciements nouveaux. Après, ils s'attaqueront aux 40 heures...

La direction syndicale dénonce le patronat par affiches. C'est le moins qu'elle pouvait faire. Mais il faut dire que la direction syndicale avec Capocci, Gazier, a toujours été solidaire de la politique de la C.G.T., que depuis juin 36, elle a toléré les compromissions et les reculades, et c'est ainsi qu'en cet été 1938 les employés sont dans une situation présentant de grandes difficultés pour agir.

La bataille pour la rentrée ? Oui, mais il faut la préparer. Ni la direction de la C.G.T., ni celle du syndicat ne préparent la bataille. Dans chaque magasin, il y a des minorités révolutionnaires ; qu'elles profitent des semaines qui viennent pour se connaître, préciser leurs positions et préparer leurs camarades de travail à l'idée d'une lutte farouche.

## Dans les P.T.T.

### LES BRIMADES CONTRE LES TELES

**R**ECEMMENT nous avons rapporté les conditions de travail défectueuses et les brimades dont étaient victimes la plupart des petits télégraphistes porteurs de dépêches. Il nous faut aujourd'hui revenir sur ce triste sujet, car il s'avère que l'administration des P.T.T. entend poursuivre plus stupidement sa politique de répression à l'égard de la catégorie des travailleurs les plus exploités de la corporation postale.

Les faits les plus bénins, qui n'altèrent en aucune manière l'accomplissement du service, font maintenant l'objet de sanctions réellement abusives.

C'est ainsi que ces derniers temps, des procès-verbaux ont été dressés à bon nombre de téléistes sous le prétexte que leur tenue était irrégulière ; quoique proprement habillés et coiffés, les uns ne portaient pas leur casquette ; d'autres, en raison des grandes chaleurs, avaient déboutonné le haut de leur veste pour se mettre plus à l'aise.

Mais il y a pis encore. Des jeunes camarades convoqués, en dehors de leurs heures de service, à la Direction Régionale, se sont présentés en cet endroit dans leurs effets civils. Ils se sont vus infliger un procès-verbal, parce qu'ils n'étaient pas vêtus de l'uniforme de l'administration.

Les employés astreints au port de l'uniforme seraient-ils donc tenus de le conserver à toute heure de la journée, en dehors de leur travail ? Non ! Cette mesure est intolérable.

Le personnel doit s'opposer à toute disposition qui tendrait à placer l'administration des P.T.T. sur le même plan dictatorial et absurde de l'administration militaire bourgeoise. Les camarades des catégories intéressées, plus particulièrement, ont pour tâche d'inclure dans leur programme revendicatif la question de la liberté des travailleurs à disposer d'eux-mêmes à l'extérieur de leur lieu d'exploitation. C'est une revendication assimilable aux questions corporatives habituelles. Aussi ils doivent, sans attendre, s'adresser à l'organisation syndicale et pousser les dirigeants vers l'activité propre à assurer la défense et la conquête des libertés, des droits et des intérêts des travailleurs.

La Fédération postale a décidé pour un avenir prochain, une « manifestation nationale » pour donner un « solennel avertissement » aux pouvoirs publics.

Il ne faut pas jouer avec l'ennemi. On va à la bataille. Inutile de ruser. L'ennemi qu'est l'Etat-patron se prépare. Alors, préparons-nous et pas avec des coups d'épée dans l'eau.

Un mot d'ordre : la grève générale. Un moyen de la mener : les Conseils d'entreprises.



# La condition des travailleurs en U.R.S.S.

## Les Assurances Sociales

D'APRES les articles de la presse sur le bien-être « croissant » des ouvriers en U.R.S.S., la carte maitresse de la propagande stalinienne, ce sont les Assurances Sociales. Effectivement, les assurances sociales ont été l'une des plus grandes conquêtes des ouvriers soviétiques ; mais voici ce qu'elles sont devenues sous le signe stalinien.

### Salaire de l'ouvrier

Tout le monde sait, et cela est même établi par les statistiques officielles, que l'ouvrier soviétique gagne en moyenne de 120 à 150 roubles par mois. De cette somme il faut déduire les cotisations au syndicat, les versements à l'Emprunt, aux assurances sur la vie et diverses souscriptions. Cela signifie que l'Etat retient à l'ouvrier soviétique de 15 à 25 % de son salaire. Voilà comment l'ouvrier moyen ne reçoit que 110 à 130 roubles par mois sur un salaire nominal de 150.

Sur cette somme, s'il a une chambre ou un lit, il doit payer 20 à 30 roubles pour son loyer, et pas moins de 5 roubles pour les transports ; il ne lui reste plus, pour toutes ses dépenses, que 75 à 100 roubles par mois, pour la nourriture, le chauffage, les vêtements, les sorties et divers besoins culturels.

### Conditions d'existence

Que peut-il faire avec cette somme ? On peut acheter avec cela soit 4 ou 5 kg. de beurre, 40 ou 50 kg. de pain gris, soit, par exemple, une paire de chaussures avec des semelles de caoutchouc. L'ouvrier aura peine, avec cela, à se nourrir trois fois par jour de pain. Le menu est toujours le même, pain noir et eau bouillante, illusion du thé, sans thé ni sucre ; mais encore ne faut-il pas oublier que, depuis longtemps, les grands magasins à bon marché sont fermés, et que les prix sont désormais les mêmes pour tout le monde.

Il est évident qu'un tel régime de nourriture et de vie affaiblit considérablement l'ouvrier. D'un autre côté, par un piège nouveau, le mouvement stakhanoviste, il est demandé à l'ouvrier, dans toutes les usines, l'augmentation des normes de la production — produire davantage sans augmentation de salaire — et cet effort affaiblit l'ouvrier sans lui donner de compensation, il tient le coup jusqu'au jour où il tombe et va à la consultation.

### L'infirmierie de l'usine

Là, après une attente de plusieurs heures, le médecin lui refuse son admission s'il a moins de 38 degrés de température, — il n'est alors pas considéré comme malade et doit retourner au travail ; et à l'usine, pour ne pas avoir accompli la norme de production, il est marqué au tableau de blâme.

Il n'est pas étonnant que l'ouvrier, lassé et écoeuré, se mette à boire pour oublier, pour étouffer le cafard. Mais il n'a pas assez d'argent pour acheter de la vodka (à 12 roubles le litre). Alors il achète de l'alcool dénaturé, qui le rend malade, et retourne à l'infirmierie où on le traite de simulateur, d'alcoolique et d'ennemi du socialisme, puis on le chasse de l'usine avec un carnet où toutes les fautes commises et blâmes reçus sont notés, et pendant six mois, il n'a plus la possibilité de trouver du travail. L'ouvrier soviétique, cet ouvrier « heureux », pour lequel « le bien-être augmente de jour en jour et d'heure en heure », est jeté à la rue. Evidemment, il n'a pas pour subsister de l'argent mis de côté, il n'en est pas question. Il vend les quelques hardes qui lui restent chez lui, celles de sa femme, de ses enfants, il boit jusqu'à en perdre la raison et crève d'inanition dans la rue.

Ainsi, les assurances sociales délivrent la production des simulateurs, des alcooliques et des « saboteurs ».

### Où il est question des véritables malades

Si l'ouvrier qui se présente à la consultation a 40 degrés de température, il a droit à un lit à l'infirmierie. Il doit alors s'y présenter, faire des heures de queue avant d'être reçu par le docteur. Le médecin de service voit de 70 à 80 malades par jour. Il est aisé de comprendre qu'il ne puisse les ausculter convenablement et formuler un diagnostic sérieux. Voilà pourquoi, sur toutes les fiches, le diagnostic porté est identique : « Etat fébrile ; restera couché ». Avec le bulletin d'admission, les médecins fournissent une ordonnance standard, préparée à l'avance. Les bulletins sont délivrés avec parcimonie, parce que les médecins doivent, sur leur fiche de contrôle, diminuer le nombre des malades.

Là aussi, les crimes sociaux sont couverts d'une enseigne démagogique, on diminue le nombre des malades non pas par des mesures prophylactiques, non pas par des améliorations dans les conditions de la vie, ni par de véritables soins donnés aux malades, mais par la suppression des bulletins.

Si un médecin imprudent délivre trop de bulletins, il est à son tour inscrit au tableau de blâme comme saboteur, on l'appelle au comité local, on lui dit qu'il reçoit des simulateurs, des saboteurs, des alcooliques, ennemis du socialisme, — et comme le médecin veut vivre, lui aussi, le nombre des bulletins qu'il distribue par la suite diminue.

Revenons à l'ouvrier, libéré de son travail pour raison de maladie et non admis à l'infirmierie, il retourne à la maison et suivant les indications du médecin, doit se mettre au lit ; il n'a pas d'argent pour payer des visites particulières du même médecin qui, pour 20 à 25 roubles, est prêt à l'examiner sérieusement ; il se couche sur le poêle et reste là sans soins jusqu'au jour où on le rappellera au travail.

### L'assurance-maladie

Pendant la période où il est malade, l'ouvrier reçoit 50 % de son salaire s'il n'est pas syndiqué, 60 % s'il est inscrit au syndicat et 100 % s'il a deux années de présence dans la même usine, et les médicaments lui sont alors payés.

Mais, pour le personnel de maîtrise, ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés, les conditions de nourriture et de logement sont plus avantageuses. Les ouvriers qualifiés et les techniciens moyens gagnent de 400 à 1.500 roubles par mois ; de plus, il leur est presque partout fourni gratuitement, par la direction, la nourriture dans des restaurants qui leur sont spécialement affectés ; ils reçoivent aussi, si on les juge dignes de l'épithète d'« émérités », des primes chaque mois, sous un prétexte ou un autre ; s'ils tombent malades, ils sont admis dans des cliniques réservées où ils sont soignés par des médecins plus expérimentés que ceux de l'infirmierie d'usine.

### Les sanatoria et maisons de repos

Le personnel de maîtrise a encore droit, après maladie, à une convalescence passée dans les maisons de repos ou sanatoria d'Ukraine et du Caucase. Les séjours y sont payants.

Quant aux ouvriers, les assurances sociales ne leur délivrent de bulletins de séjour gratuits que pour des sanatoria de banlieue.

Même si l'ouvrier, gagnant environ 120 roubles par mois, pouvait recevoir un bulletin de séjour pour une maison du Caucase, il n'aurait pas la possibilité de s'y rendre, les frais de voyage étant de 400 à 500 roubles, et la pension de 1.100 à 1.700 roubles. Seuls quelques ouvriers stakhanovistes connus l'obtiennent.

Dans l'usine où j'ai travaillé en 1937, sur 2.000 ouvriers, il n'a été délivré que six bulletins de séjour pour des maisons de repos dans la banlieue de Moscou. Dans ces maisons, les dortoirs sont de 10 à 30 lits. On y est très mal nourri, mais on y reçoit au moins du pain à volonté ; les ouvriers vont très volontiers dans ces maisons ; si mal qu'on y soit, ils s'y trouvent beaucoup mieux qu'à la maison : la maison de repos est le seul lieu où l'ouvrier n'ait au moins pas faim.

Le voyage ne coûtant que quelques roubles, la femme de l'ouvrier peut s'y rendre les jours de congé ; son mari lui donne le pain et le peu de nourriture qu'il a pu mettre de côté pour elle. Les demandes d'admission sont par centaines pour quelques places, et pour être reçu, il faut s'être précédemment conduit en « bon ouvrier ».

Quant aux célèbres villes d'eaux et stations de Ialta, Sochi, Sébastopol, toutes les maisons y sont réservées aux membres du Comité Central, de l'Exécutif, aux hauts fonctionnaires du Guépéou, à l'Etat-Major militaire, aux écrivains célèbres, mais fermées aux ouvriers comme aux paysans ; c'est en 1927 qu'on commença à les éliminer, et depuis 1932, ces stations sont entièrement consacrées au repos et à la villégiature des hauts fonctionnaires et de leur famille. Et des différences visibles y soulignent le rang de chacun.

### Les hôpitaux

Il est vrai que durant ces dix dernières années, on a construit des hôpitaux en U.R.S.S., mais destinés aux fonctionnaires des diverses administrations.

Les meilleurs hôpitaux de Moscou, l'hôpital du Kremlin, l'hôpital Botkine, sont mis à la disposition des membres du gouvernement, les autres réservés aux hauts fonctionnaires de l'Administration.

Le nombre d'hôpitaux destinés aux ouvriers n'a pas augmenté depuis 1927-28, malgré la croissance de la population dans les villes. Le niveau de ces hôpitaux est tout à fait bas, ils manquent de l'hygiène la plus élémentaire, les couchettes de malades emplissent les couloirs. Ils manquent de linge et les médicaments y sont en quantité insuffisante, et pour le personnel, la situation a encore empiré, la direction des hôpitaux étant prise par des carriéristes ayant fait leurs preuves de « loyalisme » envers Staline. Et entre ces « fidèles » agents, la solidarité joue ; on vole les produits alimentaires destinés aux malades, le linge, etc..., on présente des bilans faussés, des notes sur des aménagements imaginaires ; les « vieux » le voient mais se taisent, car dénoncer ces prévarications serait se perdre eux-mêmes.

Même dans ces misérables hôpitaux, il est difficile d'être admis. Il y faut parfois des semaines d'attente. Un ouvrier atteint de hernie grave et devant être opérée, dans l'usine où je travaillais, dut attendre 40 jours son tour d'opération et, pendant ce temps, il dut travailler. Un autre, atteint d'appendicite purulente, reçut de l'infirmierie un bulletin d'admission immédiate, mais même avec ce bulletin, il dut attendre trois jours, les hôpitaux étant comblés, et mourut le jour de son admission. Atteint d'une crise cardiaque, un chauffeur

d'usine mourut dans le tramway, sur le chemin du retour, après refus d'admission à l'hôpital. Les malades, pour faire place aux nouveaux patients, doivent quitter l'hôpital trois jours après l'opération.

Tel est, brièvement esquissé, le tableau de l'assurance-maladie en U.R.S.S.

(Extraits traduits du « Bulletin de l'Opposition » russe, mai-juin 1938, n° 66/67.)

### Les vacances ne sont pas une trêve à la lutte des classes

NOTRE appel a été entendu et compris par un certain nombre de camarades puisque nous pouvons, cette semaine, « sortir » six pages.

Mais, compressés à l'extrême, les frais restent lourds et frais d'expédition, papier, impression posent le problème difficile et toujours renouvelé de nos ressources.

Pas de vacances pour les camarades chargés de l'administration !

Mais si chaque lecteur de notre journal consent, lui, un effort régulier et soutenu, proportionné à ses possibilités, notre tâche est grandement facilitée.

Ne vous est-il pas possible, même pendant les vacances, de rechercher un nouveau lecteur, un nouvel abonné ? de prendre quelques exemplaires supplémentaires pour les « oublier » dans le métro, l'autobus, ou même chez le coiffeur... et si vous êtes au village, d'en afficher les pages en bonne place, en prenant soin de les barrer de deux traits bleus ou rouges et de les timbrer ?...

Ne vous est-il pas possible aussi de prélever sur vos menues dépenses quotidiennes la pièce de quarante ou cent sous qui constituera chaque semaine votre phalange ?



Il faut bien souligner aussi que les vacances ou la canicule, ou ces deux raisons conjuguées, influent singulièrement sur le volume de la correspondance ouvrière. Le « Coin du Prolo » a échappé aux lois de la dilatation !

Mais le patronat, lui, même en vacances, n'oublie pas la lutte de classe. Faites comme lui ! Utilisez à fond votre journal de classe ; qu'il soit bourré de faits recueillis à l'usine, à la caserne, au village et dans la rue. Il suffit de regarder pour voir.

Et de ne pas attendre au lendemain pour nous écrire !

### L'or de la banque d'Espagne n'a pas été restitué à la « République »

Telle est la sentence dictée par le Tribunal français, constituant un nouveau succès pour le gouvernement de Franco.

Le Tribunal a donné sa sentence sur la question des quarante tonnes d'or de la Banque d'Espagne déposées à la Banque de France, et réclamées par les autorités de Burgos et de Barcelone. Le Tribunal a décidé que l'or restera déposé à la Banque de France. (« El Correa Espanol »). Telles sont les conséquences de la politique de « non-intervention » des démocraties et de l'U.R.S.S.

## Les problèmes de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale

**L**A disparition de R. Klément est un coup dirigé contre la préparation de la conférence constitutive de la IV<sup>e</sup> Internationale.

On ne peut s'attendre, venant de l'ennemi de classe et de ses agents stalinien, qu'à de semblables mouvements pour empêcher que se forge l'arme de combat international que devrait être la IV<sup>e</sup> Internationale. Les impérialistes, les réformistes multiplient les embûches, les assassinats, les emprisonnements afin d'empêcher que se rencontrent — à l'époque héroïque de la III<sup>e</sup> Internationale — les militants révolutionnaires des divers pays devant concerter leurs actes pour lutter contre le capitalisme.

Au début de la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, à nos critiques sur la mauvaise préparation des congrès truqués quant à la représentation démocratique des partis, l'appareil stalinien, masquant ses manœuvres par l'évocation des mesures de répression. Nous répondions à cela que plus la bourgeoisie frappe, plus il faut que les partis soient avertis pour résister aux coups, toutes précautions devant être prises pour mettre la répression en échec. La préparation bureaucratique des congrès n'était pas loin de là — déjà — une garantie de minutie !

Notre lutte a ceci de « permanent » que ces critiques élémentaires de communistes donnant aux congrès internationaux, à leur service comme à leur préparation, nous devons continuer à les

formuler en face d'une préparation d'un congrès des partisans de la IV<sup>e</sup> qui est faite d'une façon fractionnelle. Nous publierons un document effarant de la section mexicaine exposant comment fut tenue la conférence pan-américaine, mais ce début sera dépassé par la préparation actuelle !

Comme par le passé, on nous objecte la répression, le Guépéou, etc... et les mesures de sécurité comprenant l'envoi de serviettes...

Est-ce assez ? Nos camarades du P.O.I. sont-ils décidés à « jouer la IV<sup>e</sup> » en étant incapables de faire vivre son programme par l'absence d'une organisation sérieuse et charpentée parce que sélectionnée.

La répression, les assassinats, c'est notre lot dans la période terrible que nous traversons. Déjouer l'ennemi ? il n'y a qu'un moyen, une organisation contrôlée, aux cadres chaque jour sélectionnés pour le combat.

Notre nombre est faible, une des conditions de la résistance c'est l'unification de nos forces et un contrôle commun sur les organismes de direction et leurs membres.

C'est la leçon de notre combat depuis quinze années ; renier cette leçon, c'est se condamner à l'impuissance.

Nous attendons toujours une réponse à notre demande de participation à la Conférence pour la IV<sup>e</sup> formulée comme suit :

## La disparition de R. Klément

Au sujet de cette affaire et comme suite à l'article paru dans « La Commune » du 29 juillet dernier, nous sommes informés :

1° Que la lettre rédigée en allemand et adressée à différents dirigeants d'organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale ou politiquement proches de la IV<sup>e</sup> Internationale contenait des erreurs grammaticales grossières dans la phrase écrite à la main :

« Das obige ist die Abschrift von meinem Brief an Herr Trotski. »

Adolphe.

Seul un étranger et non un natif d'Allemagne qui a fait des études assez poussées a pu écrire de cette manière.

Il aurait fallu écrire :

« Ist die Abschrift meines Briefes an Herrn Trotski. »

2° Qu'il n'était pas besoin d'un expert pour constater que l'écriture et la signature n'étaient pas exactement conformes à l'écriture habituelle de Klément.

3° Qu'une somme de 4.000 francs parvenue pour l'organisation internationale quelques jours auparavant avait été retrouvée à son domicile.

Nous ne sommes ni des pythoïsses, ni des amateurs de roman-policier. Nous ne suivrons donc pas la « Liberté » dans son extraordinaire campagne pour les « trotskystes victimes des marxistes », pas plus que nous ne pourrions nous attarder à analyser les détails abondants qu'ils fournissent sur cette affaire, détails plus ou moins vérifiés d'ailleurs.

Il est à regretter que, comme toujours, les dirigeants du P.O.I. aient eu l'ingénieuse idée de convoquer la presse bourgeoise et la presse fasciste pour défendre un de ses militants, en oubliant comme de juste de convoquer les organisations révolutionnaires qui pouvaient contribuer à éclaircir cette affaire.

Le P.O.I. compte sur la presse de droite pour faire le maximum de bruit sur cette affaire, mais il oublie que la presse capitaliste ne publie que ce qui sert ses intérêts. Quelle que soit la vérité sur l'affaire Klément, il ne sera publié que ce qui peut discréditer les révolutionnaires aux yeux des ouvriers et jeter le trouble dans leur tête.

Dans la gamme de sa presse, la bourgeoisie fait donner sa note la plus criarde. Rien n'est plus habile actuellement que cette tendre sollicitude d'un torchon fasciste, pour les trotskystes, au moment où il est si utile aux stalinien de démontrer que les trotskystes sont en liaison étroite avec les fascistes.

Nous ne croyons pas davantage qu'un juge d'instruction puisse être d'une grande utilité dans

une affaire de ce genre. En dehors des lenteurs de la justice bourgeoise, il faut bien admettre qu'elle ne peut juger les faits sous le même angle que des révolutionnaires. Au surplus, un militant étranger de moins, ce n'est pas pour lui déplaire ; rappelons sa disparition vers le 14 juillet.

Il eut peut-être été plus utile d'ouvrir une large enquête menée par les militants qui le connaissent, parmi ses amis, les gens avec lesquels il était le plus fréquemment en relations, examiner son courrier récent et publier sans réticence et sans idée préconçue tous les résultats de l'enquête.

Il nous a été donné de connaître cette lettre. Son contenu très misérable tend à faire croire que Klément démissionne par dégoût mais elle contient des termes si particuliers au Guépéou qu'après sa lecture n'importe quel militant peut conclure :

a) Que Klément pouvait être un agent du Guépéou dans nos rangs et qu'il a disparu après sa serviette et ses documents importants.

b) Qu'il a été un faible et qu'il a accepté de signer sous la menace, bien rapidement (la lettre arrivait 24 heures après sa disparition) un document qu'il n'aurait pas rédigé.

c) Enfin, qu'il a été purement et simplement enlevé à Paris, pour une destination inconnue, attiré dans un guet-apens et qu'un faux a été fabriqué par le Guépéou pour masquer son enlèvement et le vol de sa serviette.

Aucune de ces hypothèses n'est sans critique ; cette affaire est bien obscure et mériterait la publication de tous les éclaircissements possibles.

Mais pourquoi diable le P.O.I. cache-t-il pudiquement cette lettre ? Pourquoi, si le P.O.I. pense qu'il s'agit d'un faux, ne pas publier l'original reçu, avec tous ses défauts et toutes ses particularités ? Les militants révolutionnaires ont le droit de savoir plus que les rédacteurs de « La Liberté » les dessous de cette affaire.

Quelle que soit la conclusion qu'une enquête puisse apporter, une chose reste acquise : Le Guépéou emploie toutes ses méthodes, enlèvement, assassinat, corruption pour « exterminer les trotskystes », comme l'ordre lui en a été donné par Staline et ses valets. Il continue méthodiquement et très habilement son offensive. Les protestations indignées sont insuffisantes. Pour résister à cet assaut et écraser la vermine stalinienne, une sélection doit s'opérer parmi les militants qui luttent pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais les méthodes de sélection ne doivent pas être faits d'arbi-

## Le P.C.I. doit participer à la Conférence pour la 4<sup>e</sup> Internationale

Paris, le 22 juillet 1983.

AU CENTRE POUR LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
36, rue du Château-d'Eau.

Camarades,

Le C.C. du P.C.I. a décidé de vous adresser cette lettre pour son adhésion à votre Conférence Internationale.

Nous savons que le but de cette Conférence est, en premier lieu, de proclamer l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale en la personne des organisations reconnues officiellement par le Secrétariat International. A l'égard de l'activité remplie par celui-ci depuis longtemps et notamment depuis trois ans, nous avons exprimé à de multiples reprises nos critiques et nos réserves les plus grandes. Nous pensons que, loin d'avoir contribué à maintenir groupés ou à rassembler sur la plateforme bolchevik-léniniste les militants se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Secrétariat International a contribué à dissocier cette avant-garde, accentuant les divergences et luttes fractionnelles dans chaque pays, les portant lui-même au paroxysme, favorisant malgré lui comme c'est le cas en Hollande les tendances centristes. Nous avons dénoncé cette tactique dissociatrice et notre demande de participation à la Conférence internationale est dictée elle aussi par le souci de ne pas négliger toute tentative de rassemblement de forces pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous n'avons pas l'intention d'exposer dans cette lettre tout le travail effectué par notre organisation pour la défense du programme bolchevik-léniniste. Il nous suffira de mentionner :

a) Notre journal « La Commune », maintes et maintes fois poursuivi, pour lequel nous avons fait un effort de parution tri-hebdomadaire et dont le contenu, les liaisons ouvrières qu'il exprime, sa diffusion, ne sont aucunement négligeables ;

b) Notre revue théorique « La Vérité » qui est une contribution théorique aux problèmes qui se posent pour les révolutionnaires.

Fidèles au programme des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, luttant sur la base de ce programme depuis trois années ainsi que nous en faisons ci-dessus un court rappel, notre organisation décide de vous demander la participation à votre Conférence internationale.

Il nous apparaît qu'une telle participation serait une étape importante vers l'unification des B.-L. en France.

A vous lire.

Salutations révolutionnaires.

### MOUVEMENT PAYSAN

Nous recommandons à nos lecteurs le numéro 21 de « La Commune Paysanne » qui vient de nous parvenir (1).

Au sommaire figurent :

Un appel pour le regroupement des militants paysans et la tenue de nouveaux États Généraux de la paysannerie.

Le début d'une intéressante enquête sur « L'Art de piéger le rural ».

Une étude sur les Comités paysans et leur action en Bretagne contre les grands propriétaires fonciers.

Différents articles de doctrine et d'action, plus une page sur la vie des organisations paysannes.

(1) Chez le camarade J. Desnots, Laqueue-les-Yvelines (S.-et-O.), le numéro : 0 fr. 50.

traire et de fantaisie. Après les exclusions et les scissions criminelles provoquées par le Secrétariat international, après aussi les coups du Guépéou, il n'est resté à la tête de la IV<sup>e</sup> Internationale qu'un appareil fragile. Une sélection à rebours a placé à la tête du Secrétariat International un jeune, incapable politiquement de remplir ce rôle, et ce qui est plus grave, insuffisamment contrôlé et guidé. Il n'était que trop facile au Guépéou de le surveiller et de choisir le meilleur moment pour le retirer de la circulation.

